**Compréhension écrite. Niveau C1.**

**En Afrique, la spirale infernale de la dette**

Le Monde avec AFP. Publié le 23 janvier 2024. <https://www.lemonde.fr/afrique/article/2024/01/23/en-afrique-la-spirale-infernale-de-la-dette_6212464_3212.html>

Selon la Banque mondiale, 22 pays du continent présentent un risque élevé de surendettement ou l’ont déjà atteint. Le secteur privé est devenu leur principal **créancier**.

Alors que l’explosion de la dette fait planer le spectre d’une paralysie de l’économie mondiale, plusieurs experts pointent la situation alarmante de l’Afrique subsaharienne, qui traverse *« la pire crise de son histoire »* et où la hausse des taux d’intérêt et le surendettement empêchent de nombreux États de financer leur développement.

Après la crise économique mondiale de 2009, les marchés financiers internationaux se sont ouverts aux pays du Sud, qui jusque-là empruntaient essentiellement à des créanciers publics. *« De nombreux pays en développement, qui avaient désespérément besoin d’injecter des liquidités dans leurs économies,* ***se sont rués sur*** *ces prêts à bas coûts dans des marchés sans règle »*, relève l’économiste kényane Attiya Waris, experte indépendante auprès de l’ONU.

A partir de 2015, les fragiles économies africaines, dépendantes de l’exportation de matières premières (hydrocarbures, bois, minerais...), ont subi de plein fouet la baisse des cours mondiaux. Leurs revenus **ont sombré**. Une situation aggravée par la pandémie de Covid-19 et la guerre en Ukraine. A court de liquidités, plusieurs pays ont alors contracté de nouveaux emprunts afin de payer le service de leur dette, créant une spirale infernale qui empêche des investissements vitaux dans les infrastructures, la santé ou l’éducation.

Aujourd’hui, 22 pays présentent un risque élevé de surendettement ou l’ont déjà atteint, a calculé la Banque mondiale en avril 2023. Parmi eux, le Ghana et la Zambie, qui ont fait défaut, ainsi que le Malawi et le Tchad, sous assistance du Fonds monétaire international (FMI). L’Éthiopie, placée en *« défaut partiel »* par l’agence de notation Fitch en décembre, négocie également un plan d’aide. En 2022, la dette publique en Afrique a atteint 1 800 milliards de dollars (près de 1 700 milliards d’euros à l’époque), en hausse de 183 % depuis 2010, selon l’ONU.

Réunis **sous l’égide** du G20, les créanciers publics occidentaux et plusieurs partenaires – dont la Chine, parfois accusée d’avoir « piégé » les gouvernements en bâtissant de coûteux projets d’infrastructures contre de la dette – tentent de trouver des compromis pour restructurer la dette de 40 États africains. **Mais le bât blesse au niveau du secteur privé** (fonds de pension et d’investissement), devenu en quelques années le premier créancier de la dette extérieure publique africaine : 42 % en 2022, contre 38 % pour les institutions multilatérales (FMI, Banque mondiale...) et 20 % pour les partenaires bilatéraux, principalement la Chine (11 %).

**« L’impact est dramatique pour les plus pauvres »**

*« On présente souvent la Chine comme le* ***grand méchant****, mais elle a compris l’importance de donner de l’air aux États en très grande difficulté et participe désormais aux efforts, même si cela a pris du temps »*, souligne Mathieu Paris, coordinateur de la Plateforme française dette et développement.

Le cas de la Zambie est **édifiant**. Après deux ans de difficiles négociations, Lusaka a obtenu en juin 2023 un accord présenté comme « historique » avec ses créanciers publics pour restructurer 6,3 milliards de dollars de dette sur les 18,6 milliards contractés à l’étranger. Or, selon l’une des clauses de l’accord, celui-ci ne peut s’appliquer si le secteur privé ne fournit pas un effort comparable.

Un autre accord de principe **à hauteur de** 3 milliards de dollars a ensuite été conclu en octobre 2023 avec un groupe de créanciers privés, mais sans le gestionnaire d’actifs américain BlackRock, l’un des créanciers majoritaires de la dette zambienne. Dès 2022, une centaine d’économistes et d’experts en développement avaient appelé Blackrock à annuler une partie de la dette. Trois économistes interrogés par l’AFP mettent en cause l’attitude de l’entreprise, qui, en ne participant pas aux discussions récentes, a *« bloqué l’ensemble des négociations »*, estime Attiya Waris.

*« BlackRock n’a pas été approché par le gouvernement zambien pour s’engager dans sa procédure actuelle de restructuration de la dette »*, se défend, dans une réponse écrite à l’AFP, le géant américain, qui se dit *« prêt »* à aborder ces procédures *« de manière constructive et de bonne foi »*, tout en *« protégeant les intérêts financiers »* de ses clients.

Avec l’accumulation de dettes à des taux d’intérêt toujours plus hauts, *« les pays africains voient leur monnaie fluctuer dangereusement et l’inflation galope »*, détaille l’économiste ghanéen Charles Abugre : *« L’impact est dramatique pour les plus pauvres : explosion du coût des transports, de la nourriture, du logement, alors que les salaires stagnent. »*

Face aux évaluations parfois jugées arbitraires des grandes agences internationales, l’Union africaine (UA) plaide pour une meilleure représentativité des pays du Sud dans les institutions comme la Banque mondiale. Pour Amine Idriss Adoum, directeur des infrastructures au sein de l’agence de l’UA pour le développement, *« la vraie question aujourd’hui n’est pas de savoir comment sortir de la dette, mais plutôt comment s’endetter intelligemment »*, sans que ce soit au détriment des investissements dans la santé ou l’énergie.

**Mentions légales** : Toute utilisation dans un cadre professionnel ou commercial ou toute commercialisation de ce contenu auprès de tiers est interdite, sauf accord exprès de la Société Éditrice du Monde à demander à l’adresse : [www.lemonde.fr/syndication/](https://www.lemonde.fr/syndication/)